COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bordeaux, le vendredi 03 juillet 2026

BANQUET DU CANON FRANÇAIS : NON À LA CENSURE D'EXTRÊME GAUCHE !

À l'initiative de SOS Racisme, un collectif d'associations d'extrême gauche vient de saisir Madame la Préfète de la Gironde, Sophie Brocas, afin de faire interdire le banquet gascon du Canon français, prévu le 4 juillet à La Teste-de-Buch[1]. On y retrouve pêle-mêle le planning familial, médecins du monde, la cimade et la ligue des droits de l'homme, coude à coude avec la galaxie antifa bordelaise, la france insoumise, le parti communiste et europe écologie les verts.

Que reproche-t-on, au juste, à des Français qui souhaitent partager un repas ? Rien, sinon d'aimer leur pays.

À ce jour, aucun participant aux précédents banquets du Canon français n'a fait l'objet de la moindre poursuite.

On ne saurait en dire autant de leurs accusateurs : il convient de rappeler que le président de sos racisme lui-même, Dominique Sopo, a été renvoyé en correctionnelle pour injure publique à caractère raciste, pour avoir jugé « infamante pour les chameaux » la comparaison entre Jean Messiha et l'animal. Voilà d'où nous viennent, aujourd'hui, les leçons de tolérance.

Il est proprement invraisemblable que des organismes vivant, pour l'essentiel, des subventions de collectivités de gauche s'érigent en censeurs **dès lors que le simple partage d'un repas heurte leur narratif.**

Empêcher des citoyens de se réunir paisiblement et dans le respect de la loi, ce n'est pas de l'antiracisme : c'est une entrave à la liberté de pensée et de réunion, deux libertés qui fondent notre République.

La règle, pourtant, est simple. Lorsque des associations financées par l'argent du contribuable décident de faire de la politique, la conséquence s'impose d'elle-même : qu'elles renoncent à leur statut associatif et à leurs subventions, et qu'elles fondent un parti politique, soumis aux règles de financement qui s'y attachent. On ne fait pas de militantisme partisan avec l'argent de tous.

Les Français ont le droit de se réunir comme bon leur semble, entre celles et ceux qui partagent l'amour de la France, de sa culture, de sa gastronomie et de son art de vivre. La Fédération Reconquête de Gironde ne laissera pas l'extrême gauche décider avec qui, où et comment les Français peuvent se rassembler.

En conséquence, la Fédération Reconquête de Gironde demande à Madame la Préfète de la Gironde de garantir la sécurité des familles réunies autour du banquet du 4 juillet, et de veiller à ce qu'aucun rassemblement destiné à entraver cette réunion légale ou à troubler l'ordre public ne soit toléré à ses abords.

—

[1] Inscriptions au banquet gascon : https://www.billetweb.fr/banquet-girondain

RECONQUÊTE!

MICHEL BLANCO
DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DE LA GIRONDE